

Bruxelles, le 29 juin 1962

Le Conseil

DECLARATION

de

Monsieur Edgard PISANI
Ministre de l'Agriculture de la
République française

sur

LES PROBLEMES concernant
une
ORGANISATION MONDIALE DES
MARCHES AGRICOLES

Vous vous rappelez que lors de notre dernière réunion, je vous avais demandé l'autorisation d'inscrire ce problème à l'ordre du jour et que vous l'avez accepté, au titre d'une communication, que je fais en tant que Président de la délégation française.

Il y a un problème des marchés mondiaux des produits agricoles alors qu'il n'y a pas de problème des marchés mondiaux de produits industriels, au moins des produits transformés.

Ce problème, nous le connaissons depuis longtemps. Il nous inquiète et nous occupe. Il a même fait l'objet, de la part du Gouvernement français, de deux communications, l'une que j'ai eu l'honneur de faire à la F.A.O. à Rome, en novembre 1961 et l'autre que M. BAUMGARTNER, alors Ministre des Finances de la République française, a faite à Genève, dans le cadre du G.A.T.T., au mois de décembre.

A ces déclarations est venu s'ajouter un nouveau document qui a été élaboré le 20 juin, c'est-à-dire il y a une dizaine de jours, par la Commission de la C.E.E. en vue des négociations d'adhésion du Royaume-Uni.

Dans ce document, il est écrit : "la nouvelle situation qui existera après l'adhésion du Royaume-Uni en ce qui concerne le commerce des produits agricoles rendra encore plus inévitable une meilleure organisation du marché mondial.

Il faudrait donc arriver à des accords mondiaux pour les principaux produits agricoles. Dans le cadre de ces accords, il sera possible de trouver une solution permanente aux problèmes des pays exportateurs, y compris ceux du Commonwealth".

Ainsi, il apparaît qu'un problème - que nous connaissons - prend, du fait de la négociation britannique, un tour nouveau. Ce problème pré-existait, mais la création de la politique agricole commune, d'une part, et l'adhésion de l'Angleterre, d'autre part, lui donnent une gravité nouvelle et une urgence particulières.

Pour aborder ce problème, je voudrais analyser successivement devant vous l'état actuel des marchés mondiaux, analyser aussi - et je vous dirai pourquoi - la situation des pays sous-alimentés et sous-développés à la fois, analyser encore les aspects particuliers que la candidature de la Grande-Bretagne ajoute au problème pré-existant, et terminer par une suggestion concernant des procédures qui pourraient être mises en oeuvre.

Le problème de l'organisation des marchés mondiaux se pose en tout état de cause, premièrement à cause de la disproportion qui existe entre le volume relatif des excédents et les effets considérables qu'ils ont sur les marchés mondiaux. Il se pose aussi à cause des déséquilibres que l'organisation actuelle des marchés mondiaux crée entre pays évolués et industriels. Il convient enfin d'envisager la conception que l'on peut avoir des marchés mondiaux, les critiques d'un certain nombre d'économistes libéraux contestant la faculté que nous avons, ou que nous n'avons pas, d'aborder ce problème sur le premier point, la disproportion entre le volume des excédents et les effets sur le marché des études ont été faites, en particulier, par nous et elles révèlent que pour un excédent souvent très faible, les effets sur le marché sont très considérables. En fait on appelle marchés mondiaux, les marchés des "excédents". Sont mises hors du marché mondial toutes les quantités nécessaires à l'alimentation nationale des producteurs. Ceci doit

être souligné dans la mesure même où il n'y a pas un marché mondial qui couvre la totalité de la production mais où il y a un marché mondial qui connaît un certain régime et des marchés nationaux qui connaissent des régimes souvent contradictoires par rapport au régime du marché mondial. Prenons quelques chiffres et je citerai ici seulement les produits pour lesquels une organisation de marchés paraît souhaitable, voire nécessaire. En ce qui concerne le blé, les excédents, tels que je viens de les définir, n'atteignent pas 15 % de la production. Le prix sur le marché mondial de ce blé n'atteint pas 70 % du prix de revient de la production. Pour les céréales secondaires, les excédents sont à peine de 5 % et les prix n'atteignent pas 70 % du prix européen le plus bas. Or les céréales secondaires ont une importance décisive, non seulement en tant que marché spécifique, mais parce qu'elles sont la base de l'élevage et que les protéines d'origine animale sont la denrée qui fait le plus défaut aux pays sous-développés. En ce qui concerne le sucre, les excédents vendus au cours mondial atteignent à peine 12 % de la production mondiale et les prix atteignent 40 % du prix de revient sur le marché mondial. Le prix de revient français se situe autour de 60 francs. A la suite des difficultés entre Cuba et les Etats-Unis, le prix du marché mondial est descendu à 18 francs, il est remonté maintenant aux environs de 30.

En ce qui concerne la viande de boeuf, les "excédents" représentent 10 % de la production, et la viande de boeuf qui se commercialise à l'échelon mondial, c'est-à-dire la viande congelée, se vend à 45 % du prix de revient normal.

.../...

En ce qui concerne les produits laitiers, les excédents sont de l'ordre de 10 % et lorsque la France exporte un kilo de beurre, elle met dans le "paquet" 3/5 de la valeur de ce produit, au total il y a 45 % à peu près de perte dès lors qu'on quitte le marché national pour aller vers le marché mondial.

Ces chiffres sont évidemment des ordres de grandeur ; ils peuvent changer de région en région, et de pays à pays comme de mois en mois. Mais ils font apparaître l'extraordinaire disproportion qu'il y a entre le volume des excédents et l'effet de ces excédents sur les cours mondiaux qui sont des cours totalement artificiels. Je devrais ajouter à tout cela, les frais de stockage, à la fois frais techniques et frais financiers. Sait-on que les frais quotidiens de stockage des surplus en Amérique sont de l'ordre de un milliard d'anciens francs français.

Mais ces chiffres cachent des réalités qu'il convient d'analyser. Grâce à ce système nous aidons les pays exportateurs, les pays qui ont laissé leur agriculture reculer ou se restreindre, ou encore les pays qui ont fait des expériences dangereuses de réforme agraire. Nous donnons une prime à l'Angleterre qui n'a pratiquement pas d'agriculture ou à la Russie qui en est à sa septième réforme agraire, car la Russie commence à acheter sur les marchés mondiaux des denrées à des prix qu'elle ne parvient pas à pratiquer elle-même. Ainsi nous apportons une aide de fait à nos concurrents industriels ou à nos adversaires politiques ;

.../...

nous aidons l'Angleterre, et nous aidons la Russie. Dans les deux cas, je me trouve bien généreux, et de façon absurde. Il n'y a pas de raisons que nous fournissions à l'industrie britannique, qui par ailleurs est notre concurrent, en termes cordiaux bien évidemment, les éléments d'une alimentation bon marché ou que nous donnions à la Chine et à la Russie les moyens de compenser l'échec d'une révolution agraire dont ils ne paieraient pas, de ce fait, le prix.

Il y a cependant une chose bien plus grave, car, après, tout, on peut être généreux. Mais avec le système actuel, nous contraignons progressivement les pays pauvres exportateurs à restreindre leurs productions, et même les pays riches exportateurs. Comment voulez-vous que l'Argentine ne soit pas amenée à restreindre sa production agricole dès lors que toute subvention pèserait sur un budget déjà en déficit ? Et les premiers qui renonceront à produire sont les plus pauvres, ceux qui ont le plus besoin de produire, mais qui, parce qu'ils ne vendent pas à des cours rémunérateurs, s'arrêtent de produire. Et puis même les pays riches, l'Amérique et le Canada se sont engagés dans une voie de restriction des productions. Alors que le monde a faim, nous avons monté un système qui aboutit à la diminution de la production des denrées alimentaires dans le monde. Mais allons plus loin encore : ce système aboutit à la paupérisation de l'agriculture en particulier dans les pays pauvres, car finalement on arrive à vendre sur les marchés mondiaux à bas prix à condition de payer sur le marché intérieur les agriculteurs à un prix qui n'est pas un prix rémunérateur de l'acte de production. Il faut bien savoir que, à continuer dans cette voie, nous préparons de graves révolutions agraires.

.../...

Enfin, dernière conséquence, et elle n'est pas négligeable, nous assistons à un accroissement permanent de la différence qui existe entre les pays riches et les pays pauvres, les pays riches pouvant se payer le luxe d'un soutien sur les marchés extérieurs et pouvant assurer à leur agriculture un niveau qui permette le progrès alors que les pays pauvres le peuvent de moins en moins.

Ainsi, qu'on analyse les effets immédiats sur l'équilibre du marché, créateur de très hauts profits au bénéfice des concurrents ou des adversaires, ou que l'on pousse l'analyse plus loin dans le domaine de l'équilibre mondial de l'alimentation ou de l'équilibre socio-économique des Etats, on constate que les déséquilibres sont d'une gravité extrême et qu'ils créent, à proprement parler, des situations révolutionnaires ou des occasions de tension auxquelles le monde ne saurait résister longtemps.

Contre l'idée de l'organisation de marché qui vient alors à l'esprit, un certain nombre d'arguments sont opposés par les libéraux.

En fait, il n'y a pas de liberté et il n'y a pas de vraie concurrence. Pour prendre un exemple, l'Angleterre accepterait-elle que les prix obtenus par les britanniques agriculteurs se situent au niveau des cours mondiaux ? L'Amérique accepterait-elle que les prix se situent à l'intérieur, au niveau qui s'établirait dans le cadre de la libre concurrence ? A l'inverse, sait-on à quels niveaux s'établiraient les prix dans un régime de libre concurrence mondiale ? Peut-être s'établiraient-ils en baisse, mais peut-être aussi au niveau de ceux du pays marginal, c'est-à-dire du pays dont on a besoin pour assurer l'approvisionnement du marché solvable.

Dé ce fait, nul n'est certain de la façon dont jouerait une libération totale des cours et personne ne veut en prendre le risque. C'est à l'intérieur de chaque pays que s'organise en fait l'essentiel du commerce de la production mondiale et c'est à partir d'une frange, extrêmement faible que se crée un immense désordre. Il y a d'autres arguments à considérer et qui méritent, qu'on s'y arrête.

C'est la crainte qu'inspire un système qui aurait pour résultat d'augmenter les prix sur le marché mondial. Selon les critiques, une telle augmentation pourrait avoir pour résultat d'accroître le mal auquel on veut remédier, c'est-à-dire de développer la production. Je voudrais dire que globalement il n'y a pas de risque d'augmentation de la production car il y a beaucoup d'hommes qui ont faim. Mais deuxièmement, par rapport aux débouchés déjà ouverts, il n'y a pas non plus de risque d'augmentation de la production car les prix mondiaux ne sont pas les prix réels payés aux producteurs ; ce sont des prix artificiels qui, dans la plupart des cas, résultent d'un soutien étatique portant sur 90 ou 85 % de la production mondiale pour la plupart des produits. Si bien que si l'argument mérite d'être énoncé et analysé, il faut tout de suite en marquer la valeur limitée. On sait bien qu'il y a dix pays qui paient 3.000 milliards d'anciens francs et dix autres pays qui économisent 3.000 milliards. Voilà ce qu'est le marché mondial ; 3.000 milliards d'anciens francs par an de transferts financiers injustifiés. Toutes ces données me permettent de conclure, quant à moi, que l'organisation mondiale des marchés est une nécessité inévitable. Mieux vaut dès lors l'aborder rapidement avant que les choses ne prennent une tournure dangereuse. Mais tout de suite, l'on voit quand on analyse ce dossier que le problème ne se limite pas aux difficultés que crée à un certain nombre de pays l'existence d'excédents. Très vite apparaît la certitude que les pays exportateurs ne pourront pas régler ce problème s'ils n'abordent du même coup le problème des pays en voie de développement. Et non seulement pour des arguments moraux mais aussi pour des arguments économiques et politiques.

C'est pourquoi le deuxième point de mon analyse sera consacré aux problèmes des pays sous-développés sous le double aspect de l'aide alimentaire et de la régularisation des cours de produits tropicaux. D'abord, le problème de l'aide alimentaire : signalons que, et c'est décevant, il y a une disproportion impressionnante entre le volume des excédents et les besoins de ceux qui ont faim. J'ai parlé tout à l'heure, à propos de divers produits, de 5 % d'excédents" ou de 12 % "d'excédents" alors qu'un milliard et demi d'individus n'ont pas une alimentation satisfaisante. J'ajoute que je tiens compte de l'évolution dans le temps de la production et de la consommation. Je constate que le nombre de rations produites a augmenté chaque année de 35.000.000 et le nombre de rationnaires de 45.000.000, en moyenne pendant les 10 dernières années. La capacité de production du monde permet d'alimenter 35.000.000 d'individus de plus par an mais il naît 45.000.000 d'hommes de plus qu'il n'en meure chaque année.

Améliorer l'alimentation de ceux qui ont faim est non seulement une obligation mais aussi notre intérêt. C'est d'abord une obligation morale, je le dis tout net ; quant à moi, à la pensée que l'on va supprimer des terres de culture au moment où tant d'hommes ont faim, c'est la négation de la civilisation dont nous nous réclamons. C'est un système matérialiste d'analyse économique mais je ne suis pas un moraliste, je suis un politique, ou du moins si je suis moraliste c'est à mes heures et non dans une enceinte politique.

Alimenter les peuples qui ont faim c'est prendre une assurance politique et une assurance stratégique. Imagine-t-on que malgré la bombe atomique, la lutte des classes ne prendra pas et n'a pas déjà pris la forme d'une lutte de continents selon leur niveau de vie. Imagine-t-on que l'histoire a changé ? Ceux qui ont faim ne risquent-ils pas de partir à l'assaut de ceux qui ont trop ?

C'est aussi une assurance politique vis-à-vis des pays de l'Est. Il y a un domaine où nous pouvons ce que les pays de l'Est ne peuvent pas, c'est alimenter les gens qui ont faim. Pourquoi ? Les pays de l'Est ne sont-ils pas eux-mêmes en état de devenir des sous-alimentés permanents ? Mais il faut bien savoir que ceci pose des problèmes que j'aborderai tout à l'heure.

Je crois aussi que mettre sur pied un système de cette nature, c'est faire un placement économique. Dans la mesure où nous relevons le niveau de vie, nous ouvrons des marchés pour tous nos produits.

Enfin, entreprendre une telle politique, c'est faire l'économie d'une révolution malthusienne, car imposer à toutes les agricultures du monde, faute d'avoir trouvé une solution à ce problème, soit d'abandonner des terres arables, soit de ne pas tirer de la technique moderne tout ce qu'elle peut donner, c'est une révolution et la pire des révolutions, c'est une révolution malthusienne.

Donc, notre obligation morale rejoint, à nos yeux, notre intérêt politique, économique et social. Le tout est de mettre cela sur pied, d'arriver à une bonne organisation, qui doit tenir compte d'un autre élément, de la situation de notre interlocuteur : le monde sous-développé.

Il faut mettre les choses sur pied de telle sorte que l'organisation mondiale des marchés ne corresponde pas à une renaissance du colonialisme, sous des formes nouvelles. Pour y parvenir, il faut tenir compte d'un certain nombre de critères. Pour éviter que cette aide alimentaire n'ait des effets détestables, il faut qu'en aucun cas elle ne se substitue à l'effort des pays bénéficiaires. Il ne s'agit pas d'une

invitation au désordre.

Nous devons prendre des mesures par voie contractuelle, avec les pays bénéficiaires pour que notre aide alimentaire ait un effet multiplicateur, un effet instigateur, ou un effet protecteur. Effet protecteur d'abord, nous pourrions donner, je dirais presque sans conditions, certaines denrées à des catégories comme les enfants ou comme les femmes portant enfant, car là, nous sauverions des générations de la carence alimentaire. Mais pour le surplus, l'aide alimentaire doit être la contrepartie d'un effort de développement, il ne saurait être question, pour de multiples raisons qu'il est possible d'analyser, de donner pour entretenir un état de médiocrité ou de pauvreté. Les produits alimentaires, donnés ou vendus à des prix avantageux, ne pourront être utilisés que comme salaire pour des travaux de progrès économique.

Voilà les quelques critères essentiels ; ils mériteraient à eux seuls un long développement, mais tournent tous autour de deux notions : ne pas créer des liens tels qu'un jour ceux auxquels nous apportons notre aide se révoltent contre elle et, deuxièmement, ne pas créer des circuits économiques tels que ceux auxquels nous apporterons notre aide se croient dispensés de travailler.

Je reviens sur l'idée émise tout à l'heure suivant laquelle il y a disproportion entre les excédents et les besoins ; et, en fait, ce que nous pouvons faire au titre de l'aide alimentaire est peu de chose vis-à-vis de ce dont ont besoin les peuples en voie de développement. Le vrai concours que nous pouvons apporter à ces économies, c'est la régularisation des cours des denrées tropicales. Et

.../...

cette régularisation devient inéluctable, dès lors que nous abordons le problème de la régularisation des cours des denrées tempérées. Mais l'effet de cette régularisation est considérable parce qu'elle garantit leurs revenus à ces pays. Or ce n'est que par l'accroissement du revenu que, progressivement, nous engagerons ces économies dans la voie du progrès, dans la voie du développement du marché intérieur, de l'accès aux denrées industrielles. Régularisation, cela veut dire aussi régularisation en hausse, cela est bien exact.

Voilà le dossier tel qu'en tout état de cause il nous aurait fallu aborder tôt ou tard. Ce dossier a connu deux dates d'accélération, la naissance de la politique agricole commune du fait qu'elle apporte une donnée nouvelle, et la candidature de l'Angleterre du fait qu'elle créerait, si elle aboutissait à l'admission de l'Angleterre dans le Marché Commun, une donnée nouvelle encore plus considérable. L'entrée de l'Angleterre dans la Communauté Economique Européenne est, du point de vue agricole, un événement d'une taille colossale : parce que l'Angleterre est le plus gros client sur les marchés mondiaux et parce qu'étant le plus gros client elle pose à ses fournisseurs traditionnels, dans la mesure où elle entre dans un marché de type national comme l'est le Marché Commun, des problèmes de débouchés extrêmement graves. Et je ne fais pas seulement ici allusion aux pays du Commonwealth, je fais ici allusion à la totalité des fournisseurs de l'Angleterre. Si je me permettais une simple digression, je dirais que c'est là le vrai problème que pose l'entrée de l'Angleterre ; c'est que l'Europe qui succédera à l'entrée de l'Angleterre n'est pas semblable à l'Europe actuelle. Il n'y a pas seulement une différence de taille, il y a une différence de nature et que, dès lors que le plus gros client sur les marchés mondiaux entre dans un marché organisé, le monde entier se tournera vers cette Europe à Sept avec une agressivité et une attention extrêmement impressionnantes.

La taille de l'Europe à Sept change la nature des problèmes agricoles et aucun pays au monde ne peut se désintéresser de cette entrée. Il est même

à la limite surprenant qu'il y en ait qui favorisent cette entrée. En effet, on pourrait s'étonner qu'un gros fournisseur de denrées agricoles pousse l'Angleterre à entrer dans le Marché Commun au risque de perdre une partie du marché anglais. Il y a là un grand point d'interrogation politique, que je n'ai pas l'intention d'aborder pour l'instant.

Venons-en à cette candidature britannique et essayons de voir à partir de quels principes elle doit être analysée. Le premier principe, c'est que l'Angleterre doit entrer comme un 7ème pays dans l'Europe des Six sans mettre en cause les principes fondamentaux du Traité, sans mettre en cause les accords conclus en matière de politique agricole commune. Telle est bien l'affirmation préliminaire à toute analyse. Mais cette affirmation, nul ne peut nier, nul ne peut négliger qu'elle pose des problèmes difficiles à l'Angleterre. L'Angleterre vient avec ses problèmes et il nous faut l'aider à les résoudre. L'Angleterre voudrait que nous donnions des garanties ; or ces garanties nous ne nous les sommes pas données à nous-mêmes, car nous avons établi des mécanismes et non pas des certitudes et l'Angleterre demande pour ses fournisseurs habituels et en particulier pour le Commonwealth, non pas des mécanismes mais des certitudes, des débouchés comparables quantitativement exprimés.

Alors se pose pour nous le problème de savoir si nous faillirons à notre propre principe ou si nous trouverons une solution à cette question. Au fond la question se pose de la façon suivante : à défaut de pouvoir garantir des débouchés comparables, ne pourrions-nous pas élaborer un système qui donnerait aux exportateurs et singulièrement aux exportateurs du Commonwealth des revenus sûrement "comparables" ; et plutôt que de chercher la solution au problème des relations entre l'Angleterre et le Commonwealth, dans la définition quantitative de débouchés, pourquoi ne pas tendre vers un relèvement et une régularisation des cours mondiaux qui compenseraient

l'éventuelle perte de débouchés ? C'est en cela que la négociation mondiale rejoint le dossier britannique, dossier qui s'est enrichi d'un document qui a été déposé hier et qui pose des problèmes graves : celui de la "charnière", du rendez-vous de 1970, celui de la non-dégressivité ou de la non-progressivité, problèmes qui ne peuvent pas trouver leur solution dans une analyse enfermée dans les accords du 14 janvier 1962. Il faut chercher ailleurs les voies. Alors la candidature britannique nous conduit à organiser les marchés mondiaux par une augmentation des cours tendant vers des cours réels et non pas des cours artificiels. Pouvons-nous refuser cette analyse ? Si nous, Europe des Six, nous refusons d'étudier ce problème, si nous refusons d'ouvrir cette possibilité à la négociation avec l'Angleterre, c'est que nous ne voulons pas de l'entrée de l'Angleterre ou que nous ne voulons pas le respect des accords conclus. Il n'y a pas en dehors de cette voie possibilité d'accepter l'adhésion de l'Angleterre et de respecter le Traité et les accords du 14 janvier ; il y aurait contradiction. Si donc nous ne voulons pas aborder cette discussion et si nous ne voulons pas ouvrir cette porte c'est qu'ou bien nous contestons les accords conclus ou bien nous ne voulons pas de l'entrée de l'Angleterre.

Mais si l'Angleterre refuse cette discussion et cette étude, c'est qu'elle veut se placer devant un choix déchirant, c'est qu'elle veut ou bien abandonner les liens qu'elle a avec ses fournisseurs ou bien qu'elle ne veut pas entrer dans l'Europe, sauf après l'avoir bousculée. Car il y a contradiction fondamentale, dans la situation présente du marché mondial, entre les exigences de la Grande-Bretagne et le respect de notre propre structure. L'on me pardonnera sans doute d'avoir abordé ce problème avec cette franchise, j'aime assez les Anglais pour leur parler franchement ;

.../...

je ne mens ou je ne travestis ma pensée que devant des êtres qui me sont totalement indifférents. La vérité est le plus grand signe d'amitié que l'on puisse donner à quelqu'un ; nous l'éprouvons tous les jours. Je crois donc que le problème se pose à la fois d'une façon fondamentale et d'une façon circonstancielle du fait de la candidature britannique.

o

o . . o

L'étude est donc nécessaire. Elle ne peut pas être une étude d'experts, car les experts termineraient par un si grand nombre de points d'interrogation dont la réponse relève du politique que, vraiment si les experts sont nécessaires, ils ne sont pas suffisants. Cette étude exige des confrontations et des négociations car une étude en cabinet trop solitaire ne permet pas de découvrir les limites du problème. Et tant d'intérêts sont engagés que chacun doit exprimer son point de vue, non pas intellectuellement le point de vue que l'on peut avoir sur un problème théorique, mais le point de vue pratique, les problèmes posés à chacune des économiques et je dirai même, à certains égards, à chacune des sociétés commerciales qui existent dans tel et tel pays parce que le négoce mondial est en cause. Il n'est pas douteux qu'une telle étude est redoutable et exige d'être entourée de très nombreuses précautions, mais elle est urgente, car je crois l'avoir démontré, rien ne peut être

.../...

conclu avec l'Angleterre sans dommage avant que nous n'ayons une vision claire de ce qu'il est possible de faire en cette matière.

Si bien que je suis amené à suggérer qu'une conférence, qu'une rencontre ad hoc soit organisée dans les meilleurs délais pour que le problème soit abordé puis vidé, on non pas réglé, mais intellectuellement fouillé. Ça ne peut être qu'une conférence ad hoc car aucune des institutions présentement existantes ne peut permettre d'aborder ce problème comme il convient.

Par qui sera provoquée cette conférence ? Elle peut l'être par les Six, elle peut l'être par les Six et l'Angleterre, ou à défaut elle pourrait l'être par mon pays, mais mon pays ne le ferait que si les Six et l'Angleterre étaient d'accord. Il n'y a donc pas sur la procédure de réels problèmes, il suffit de tomber d'accord sur telle ou telle solution.

A cette conférence prochaine, devraient participer des pays producteurs, des pays importateurs solvables, et des pays non importateurs parce que non solvables. Leur présence est une des conditions du succès d'une telle entreprise. Le choix de ces pays posera des problèmes difficiles, car s'il on est que nous connaissons bien, que vous connaissez bien pour les fréquenter dans les couloirs de Bruxelles, ils ne sont pas les plus pauvres, ils ne sont pas les plus affamés. Les pays de l'ancienne Communauté française ne sont pas, et de loin, ceux qui ont le plus de besoins insatisfaits. Je dis cela pour que personne ne se méprenne sur le sens de ce que j'ai dit tout à l'heure.

.../...

Cette conférence devrait avoir lieu au niveau des responsables de la politique agricole et alimentaire de chaque pays. Que sortira-t-il de cette conférence ? Peut-être des conclusions, dans tous les cas des orientations, une meilleure mesure du problème, la définition de quelques attitudes.

Quels sont ces problèmes qui pourraient être abordés :

- le problème de l'inventaire permanent de la production et de la consommation, l'inventaire permanent des marchés mondiaux, des méthodes à suivre car, suivant les documents, on trouve des chiffres contradictoires ; l'inventaire permanent des aides avec lequel nous retrouverions un problème connu, un refrain souvent répété ;
- le problème de la liste des produits, je l'ai évoqué tout à l'heure, soit au titre des produits tempérés, soit au titre des produits tropicaux dont je n'ai pas donné la liste mais la liste est connue ;
- le problème du niveau des prix ; en effet, suivant qu'on l'aborde avec la volonté d'un relèvement faible ou d'un relèvement fort, les effets économiques sont très différents et en particulier pour l'Europe des Six ;
- le problème de l'affectation des plus-values résultant du relèvement des prix mondiaux à une action commune ;
- problème de la mobilisation des ressources et de l'affectation de ces ressources, non pas dans le cadre d'interventions expérimentales et généreuses, mais dans le cadre d'une organisation mondiale des marchés.

.../...

- enfin le problème du contrat avec les pays sous-développés qui est l'acte politique essentiel ; ils sont exigeants et susceptibles - et c'est bien naturel - et nous avons besoin d'eux autant qu'ils ont besoin de nous. Car s'ils ne consommaient pas ce que nous produisons en trop, nous devrions imposer des restrictions quantitatives à nos paysans au moment où nous les invitons à accomplir des progrès qui les conduisent à produire plus.

Messieurs les Ministres de l'Agriculture, si vous ne songiez pas au problème de l'écoulement des excédents vers ceux qui ont faim, et certainement vous y songez, vous auriez à vous tourner vers vos paysans pour leur interdire de produire suivant la qualité de leur sol et suivant leurs propres talents. Telle sera ma conclusion.
